

DÉCISION N°369/2018 DU 7 MARS 2018

AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°12-17 POUR LE PLAN DE GESTION DE LA VALLÉE DU MILIEU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU** l'article 42-2° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU** la délibération n°303/2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif
- VU** les crédits inscrit au budget de la collectivité territoriale
- VU** le marché 12-17 notifié à l'attributaire le 31 mars 2017 pour le plan de gestion de la Vallée du Milieu
- VU** l'avenant n°1 au dit marché notifié le 5 décembre 2017
- VU** l'avis de la commission des marchés à procédure adaptée réunie le 31 janvier 2018

CONSIDERANT la nécessité de prolonger la mission de BRL Ingénierie

DÉCIDE

Article 1 : L'avenant n°2 au marché n°12-17 pour la réalisation du plan de gestion de la vallée du milieu passé avec la société « BRL ingénierie » est autorisé pour un montant de 2 275€.

Article 2 : L'augmentation cumulée du montant du marché de 10,88% par rapport au montant initial porte le marché à 62 495€.

Article 3 : Les dépenses seront imputées au chapitre 20, nature 2031 du budget de la collectivité territoriale.

Article 4 : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmis au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 08/03/2018

Publié le 08/03/2018

ACTE EXÉCUTOIRE

Le Président,

Stéphane LENORMAND

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

(*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.